

COMMUNIQUE DE PRESSE

Urgence humanitaire en Centrafrique : la communauté internationale doit continuer à se mobiliser

Bangui, le 16 mai 2017 – Six mois après la conférence des bailleurs de Bruxelles, Action contre la Faim et le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) tirent la sonnette d’alarme et appellent la communauté internationale à rester mobilisée, afin que la Centrafrique ne devienne pas une crise oubliée.

Le 17 novembre dernier, la communauté internationale réunie à Bruxelles promettait de financer le Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix en Centrafrique (RCPCA) à hauteur de 2,2 milliards de dollars sur trois ans. Six mois plus tard, rares sont les financements promis dans ce cadre à s’être concrétisés et les mécanismes de coordination du RCPCA tardent à se mettre en place.

En parallèle, les financements humanitaires enregistrés jusqu’à début mai ne permettraient de couvrir que 16% des besoins identifiés dans le Plan de Réponse Humanitaire (PRH) 2017. « Ce chiffre est malheureusement révélateur d’un sous-financement chronique des opérations humanitaires en Centrafrique », souligne Arnaud Lavergne, Directeur Pays d’Action contre la Faim en République centrafricaine.

Pourtant, en Centrafrique, près d’une personne sur deux dépend de l’assistance humanitaire. Quatre ans après la crise de 2013, 20% de la population reste déplacée à l’intérieur du pays ou réfugiée dans les pays voisins – un chiffre d’apparence stable mais qui masque d’importants mouvements de populations - et 48% de la population souffre d’insécurité alimentaire. La majorité des services sociaux de base (santé, éducation, eau, hygiène et assainissement) est assurée par les ONG internationales. L’accès aux droits de logement, terre, et biens reste un défi pour les familles en situation de déplacement et un obstacle considérable au retour.

Le pays connaît un regain de violences depuis septembre 2016 : les affrontements entre groupes armés, presque quotidiens, touchent des zones jusque-là épargnées (Basse-Kotto, Mbomou notamment), les logiques de prédation des ressources naturelles resurgissent, 60% du territoire reste contrôlé par les groupes armés (selon l’ONG Oxfam) et plus de 100 000 nouveaux déplacés internes ont été comptabilisés sur les six derniers mois. Dans une grande partie du territoire, les pertes en vies humaines sont quotidiennes et les besoins humanitaires croissants au sein de la population civile.

« Cette nouvelle vague de violences affecte également les acteurs humanitaires, au premier rang desquels les ONG très présentes sur le terrain, qui se voient parfois empêchées d’accéder à des populations pourtant vulnérables », rappelle Maureen Magee, Directrice Pays du Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) en Centrafrique. Les menaces contre la sécurité des travailleurs humanitaires, les multiples cas de braquages ou de pillages ont parfois mené certaines organisations à suspendre temporairement leurs activités. En 2016 selon le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), 574 incidents sécuritaires ont eu un impact négatif sur les activités

humanitaires ; 137 incidents ont directement impliqués des travailleurs humanitaires, et au moins 5 d'entre eux ont péri dans l'exercice de leurs fonctions en Centrafrique. La Centrafrique détient ainsi le triste record du pays enregistrant le plus grand nombre d'incidents sécuritaires impliquant les acteurs humanitaires.

Pour NRC et Action contre la Faim, ces différents éléments sont constitutifs d'une **situation d'urgence humanitaire en Centrafrique**. « *Si l'on ne veut pas voir se répéter les crises du passé, la communauté internationale doit renforcer sa mobilisation afin de permettre aux acteurs humanitaires de répondre aux besoins humanitaires, de relèvement et développement des populations centrafricaines* », appellent leurs directeurs pays. Il est vital que la communauté internationale tienne les promesses faites aux populations centrafricaines et que les engagements pris à Bruxelles se matérialisent au plus vite.

A propos de NRC et ACF:

Le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) apporte une assistance à la population affectée par la crise en RCA dans les secteurs de l'éducation, abris, accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, la sécurité alimentaire et l'assistance légale depuis 2014. Pour plus d'informations www.nrc.no.

Action contre la Faim travaille en RCA depuis 2006. L'organisation mène des programmes en santé primaire, santé mentale et nutrition ; ainsi que des activités visant à améliorer l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, et renforcer la sécurité alimentaire.

Contacts médias:

Action contre la Faim – RCA : Manon Cabaup, plaidoyer@cf.missions-acf.org , +236 70 00 96 95

NRC en RCA : Maureen Magee, maureen.magee@nrc.no, +236 75 36 67 89